



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société Akzo Nobel Décorative Paints France
pour son établissement de Montataire.

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 mai 1992 autorisant la société Akzo Coatings à étendre ses activités de fabrication de résines et de peintures dans son établissement sis sur le territoire de la commune de Montataire, ZI les Bas Prés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 autorisant la société Akzo Nobel Coating à exploiter un stockage de produits finis dans son établissement sis sur le territoire de la commune de Montataire ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 23 juillet 2013 délivré à la société Akzo Nobel Decorative Paints France pour l'établissement susvisé ;

Vu l'article 15 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 1992 précité qui prévoit : « *Toutes dispositions seront prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux naturelles* » ;

Vu l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 qui prévoit : « *Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur les toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables sera susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage de ces surfaces, un réseau de collecte des eaux pluviales devra être aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales* » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 juin 2016, transmis à l'exploitant par courrier daté du même jour, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu la correspondance de la société Akzo Nobel Decorative Paints France du 16 août 2016 faisant suite à la transmission du rapport susvisé et par laquelle elle requiert un report de délai pour la réalisation des travaux ;

Considérant que lors de l'examen des éléments en sa possession, notamment le rapport d'incident, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- une partie du fioul domestique stocké dans des cuves enterrées s'est déversée sur le site de Montataire, suite à un dysfonctionnement de l'installation de distribution de fioul domestique,
- la quantité de fioul déversée a atteint un avaloir d'eaux pluviales pour rejoindre un réseau d'eaux pluviales,
- l'exutoire du réseau concerné se situe au niveau du ru Thérinet,

- une partie du fioul domestique contenu dans le réseau mentionné ci-dessus a atteint le ru Thérinet ;

Considérant que ce constat constitue un manquement au premier alinéa des dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral 11 mai 1992 susvisé ;

Considérant que le site de Montataire est dépourvu de bassin permettant de confiner les eaux pluviales polluées, ainsi que de dispositif de traitement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 précité ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Akzo Nobel Decorative Paints France de respecter les prescriptions des articles 11 et 15 des arrêtés préfectoraux susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce même code ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société Akzo Nobel Decorative Paints France, exploitant une installation de formulation de peinture et de revêtement sur la commune de Montataire, ZI les Bas Prés, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 et 3 ci-après dont les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société Akzo Nobel Decorative Paints France est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 1992 ci-après : « *Toutes dispositions seront prises pour éviter qu'un déversement accidentel ne soit à l'origine d'une pollution des eaux naturelles* », dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 :

La société Akzo Nobel Decorative Paints France est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 1997 ci-après : « *Lorsque le ruissellement des eaux pluviales sur des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables sera susceptible de présenter un risque particulier d'entraînement de pollution par lessivage de ces surfaces, un réseau de collecte des eaux pluviales devra être aménagé et raccordé à un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales.* », en :

- fournissant un cahier de charges concernant un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement, dans un délai de 3 mois ;
- fournissant un devis des travaux de mise en place du (des) bassin(s) de confinement, dans un délai de 9 mois ;
- fournissant le bon de commande du (des) bassin(s) de confinement, dans un délai de 18 mois ;

- mettant en place un (ou plusieurs) bassin(s) de confinement, dans un délai de 24 mois.

ARTICLE 4 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 et 3 ne serait pas satisfaite dans les délais fixés par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Montataire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **17 OCT. 2016**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires

Société Akzo Nobel Decorative Paints France
29, rue Jules Uhry
60160 THIVERNY

M. le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

M. le maire de Montataire

M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

M. l'inspecteur de l'environnement

s/c de M. le chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France